

la fois par la situation économique et les progrès du réformisme au sein des syndicats, qui devaient placer les jeunes dans une ambiance défavorable à l'épanouissement de leur qualités dynamiques dans la voie révolutionnaire.

Au lieu de les rattacher au milieu spécifiquement de classe qu'étaient les syndicats, ils furent placés à la remorque des partis dont la déchéance s'accroissait de plus en plus. Ce n'était pas en créant au sein des organisations politiques des organisations de jeunes qu'il était possible, même avec des intentions révolutionnaires, d'armer ces jeunes contre les déviations réformistes ou anarchistes. D'ailleurs les faits ont prouvé le contraire, d'un côté les jeunes socialistes se sont tournés toujours davantage vers les droitières ou bien se sont tournés vers les anarcho-syndicalistes et de l'autre côté on assiste à un isolement croissant des courants de gauches qui livrent une lutte incessante contre l'opportunisme, mais dans des conditions telles que la jeunesse devait non seulement s'éloigner d'eux, et allait jusqu'à les accuser de vouloir briser l'unité des partis. Les rares groupes de jeunes syndicalistes qui se forment dans quelques pays et notamment en France se heurtent constamment aux jeunes socialistes, et lorsque les premiers cherchent à réagir contre les réformistes ce sont les jeunes socialistes qui s'efforcent d'endiguer les jeunes récalcitrants dans leur rang et ainsi faciliter l'étouffement des organisations prolétariennes. Ainsi, malgré les résolutions prises par ce Congrès au sujet de la lutte des jeunes marquant « qu'il est souhaitable qu'un lien organique relie les organisations de jeunes à celles du prolétariat conscient ou que de toute façon, là où cela ne serait pas possible, il y ait entre elles un lien moral » cette liaison n'a pas été faite et là où elle existait, par exemple, les groupes de jeunes syndicalistes, elle fut supprimée ou bien rendue impossible. Si nous examinons maintenant le rapport d'Alapri sur la situation économique de la jeunesse, on constate également qu'après avoir exposé la situation misérable des jeunes ouvriers et souligné que la condition préalable de toute action éducative est que la jeunesse mène la lutte pour l'amélioration de sa situation matérielle, il n'est pas question de situer cette lutte dans le cadre de l'activité

syndicale, mais par la formation d'une organisation jeune, liée organiquement aux partis socialistes et par un appel au corps législatif afin qu'il revendique au parlement l'amélioration des conditions de vie de la jeunesse. En d'autres termes ce sont les mandataires socialistes qui sont chargés de défendre les jeunes ouvriers contre l'exploitation bourgeoise. Pour ce qui concerne les décisions à l'égard de la lutte antimilitariste, Liebknecht rapporteur sur cette question, après avoir tracé par de brillantes considérations théoriques le fonctionnement et le caractère de classe du militarisme bourgeois, conclu à l'accentuation de la lutte antimilitariste fournie par les jeunes socialistes et la nécessité par un soutien plus conséquent des partis à cet égard. A ce sujet également les organisations syndicales devaient avoir une fonction importante et qui consiste à conserver avec le soldat, les contacts qui existent avec l'ouvrier.

Organiser les jeunes au sein des partis, nous le répétons, signifiait modifier la nature de ces partis. Mais en plus de cela ils étaient séparés des milieux ouvriers et à la merci des opportunistes, qui les emploient plus tard avec succès pour garantir l'application de leur politique réactionnaire. Les réactions qui éclatèrent dans les organisations syndicales sont rendues inoffensives car elles sont dévoyées par l'existence de ce mouvement de jeunes, qui au sein de la Social démocratie faisait figure d'éléments révolutionnaires tout en étant en réalité soumis à l'influence des opportunistes. Bien sûr les conditions de l'époque et l'existence de l'aristocratie ouvrière qui forme, ou plutôt déforme le rôle des syndicats, créaient un terrain favorable à l'action dissolvante des parlementaires, néanmoins ils n'y avait que ces organisations débarrassées de l'influence réformiste, qui étaient en mesure de garder au mouvement ouvrier des jeunes générations aptes à stimuler et renforcer l'action contre l'ennemi de classe. Et l'aveuglement des gauches sur le problème du parti et leur impuissance à résoudre dans les conditions de dégénérescence du mouvement ouvrier confirme encore davantage le caractère profondément négatif que contient le mouvement de la jeunesse socialiste.

HILDEN.

## Etat - Parti - Internationale

### L'Etat fasciste

#### CHAPITRE VI

Nous avons employé précédemment les formulations suivantes : Etat démocratique, Etat fasciste, en soulignant leur signification contingente et non historique ou théorique. Ce que nous poursuivrons dans cette étude, c'est l'analyse des circonstances ambiantes qui donnent vie à ces formes étatiques particulières, alors que nous maintenons, évidemment, la position centrale du marxisme qui fait de l'Etat une notion inséparable de l'idée de la classe.

Dans les premiers chapitres de ce travail, nous avons voulu mettre en évidence le fait que les formes revêtues par les organisations sociales primitives ne donnent pas lieu à la construction de l'Etat : c'est seulement beaucoup plus tard que surgit ce dernier. La hiérarchie sociale primitive qui se construit sur la base du mécanisme démocratique (les fonctions étant établies sur la base d'une délégation électorale) manque encore de fondements politiques, car l'autorité confiée aux chefs des premières « gens » (1) ne signifie pas une possibilité de jouissance d'un pouvoir et d'un privilège, mais comporte plutôt des risques pour les « basileus » appelés à des fonctions de défense de la collectivité ou de direction dans les entreprises dangereuses de la chasse et de la pêche. Dans ces sociétés, le procédé électif existe, mais les fondements d'une véritable démocratie sont inexistantes. En effet, sa substance réside dans l'attribution d'un certain pouvoir politique et économique (a priori considéré inévitable dans la société et même utile pour une rationnelle organisation de cette dernière : dans l'intérêt de « tous »), alors que la « démocratie pure » est, en définitive, non la suppression de ce pouvoir, mais une garantie de pouvoir y accéder en dépit des différenciations de classe considérées comme inévitables. Dans les premières sociétés, l'autorité sociale résulte donc d'une délégation des charges et des

que — même dans sa conception la plus extrême — ne connaît d'autorité que là où s'établit un pouvoir économique et politique.

Bien plus tard, quand l'évolution productive aura éveillé des besoins supérieurs alors qu'elle se manifestera incapable d'assouvir les besoins de la collectivité dans son ensemble, surgira — en même temps que la nécessité de l'Etat — la théorie démocratique elle aussi. Et ainsi, comme nous l'avons vu, le premier Etat, l'Etat grec, qui se fonde sur l'exclusion (sanctionnée par les premières Constitutions) de la majorité de la société (les esclaves), engendre aussi la théorie de la démocratie et de l'Etat démocratique. Dans cette phase déjà plus avancée de l'évolution productive, la minorité qui s'appropriera les moyens de production doit non seulement museler violemment les classes opprimées, mais aussi déterminer une situation de sujétion de ces dernières, afin qu'elles ne puissent même pas percevoir des besoins supérieurs à ceux qui conditionnent le maintien et la reproduction de leur espèce sociale représentant la force travail.

L'Etat qui surgit après les premières formations de classe, et comme consécration de la division de la société en classes, ne sera donc plus que l'Etat d'une classe donnée, et particulièrement de celle qui se trouve — par le degré atteint par l'évolution productive — dans la possibilité de façonner l'organisation de la société toute entière en fonction des privilèges en dehors desquels elle cesserait d'exister. Et parallèlement à l'idée de l'Etat et de la classe dominante, surgit aussi l'idée de la démocratie qui s'élevant sur la base d'un pouvoir qu'il est impossible de supprimer, revendique le droit à l'accession au pouvoir de tous les membres de la société. Mais ce droit ne comporte même pas l'hypothèse d'une destruction du pouvoir, mais seulement la possibilité de la circulation des citoyens au sein de cette sphère dirigeante de la société. La critique marxiste, en face des théories démocratiques et libérales, de la

(1) Voir chapitre III de notre étude. risques, tandis que le régime démocratique